

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/135
13 septembre 2003

(03-4912)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ÉGYPTE

Déclaration de S.E. M. Youssef Boutros-Ghali
Ministre du commerce extérieur

Je souhaite exprimer la gratitude de mon gouvernement au gouvernement mexicain pour son accueil chaleureux et l'excellente organisation de cette Conférence importante.

Permettez-moi, tout d'abord, de formuler des observations sur un certain nombre de faits nouveaux qui relèvent du domaine de compétences de l'OMC. L'Égypte se félicite de la décision récente du Conseil général qui facilite l'accès de nombreux pays Membres qui en ont besoin aux médicaments de base et d'importance vitale. Je sais qu'un grand nombre de Membres n'ont pas ménagé leurs efforts pour convaincre les populations du bien-fondé de cette cause humanitaire juste. Leurs efforts devraient être reconnus et ils méritent nos remerciements.

Nous sommes parvenus à un tournant de la vie de notre système commercial multilatéral. Nous sommes à nouveau face à toutes les bonnes intentions et promesses énoncées dans la Déclaration de Doha et il est temps que nous tenions nos engagements. Jusqu'à il y a seulement quelques semaines, le Programme de Doha pour le développement ne concernait le développement que du fait de son intitulé. Cependant, nous avons tenu parole et la question des ADPIC et de la santé publique a été réglée. Toutefois, il reste beaucoup à faire. Nous devons maintenant à nouveau tenir nos promesses. Nous devons nous engager en faveur d'un nouvel ordre qui réponde véritablement aux besoins des pays en développement. Il est temps que l'agriculture soit intégrée à notre système fondé sur des règles et il est temps qu'elle s'ouvre afin que les vastes possibilités qui sont à la portée des pays en développement puissent se concrétiser.

L'Égypte attend avec impatience le jour où elle ne

En ce qui concerne **aux marchés pour les produits** que nous devrions poursuivre la libéralisation. Cependant, nous nombreux pays en développement ont encore besoin d'une protection de production qui ne sont pas encore solidement établies dans leur é ces préoccupations.

Les **questions de Singapour** ne sont pas encore assez claires.

transparence des marchés publics et la facilitation des échanges. Ces accords doivent être rédigés de manière à tenir compte des capacités, des contraintes et des besoins des pays en développement.

Toutefois, la dimension "développement" du Programme de Doha ne réside pas seulement dans l'agriculture ou l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, mais aussi dans les **questions de développement**: la mise en œuvre, le traitement spécial et différencié, les règles, le renforcement des capacités, etc., c'est-à-dire des questions qui ne sont pas aussi médiatiques mais sont néanmoins essentielles à l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral.

Nous aurons de nombreux défis à relever au cours des jours et des mois prochains. Nous devons être à leur hauteur. De nombreux hommes et femmes de bonne volonté travaillent actuellement dans ce centre de conférences. Espérons qu'ils feront preuve de la vision et de l'engagement nécessaires pour parvenir à un accord qui permette l'avènement d'une nouvelle ère de prospérité de l'économie mondiale, durant laquelle l'écart entre les nations riches et pauvres se resserrera et la prospérité des pays développés sera partagée avec les nations du tiers monde dans une ambition commune au service du bien-être de l'humanité.

Le système commercial multilatéral s'est développé considérablement. Ses difficultés et ses défis nécessitent une attention constante.

Les organisations qui traitent les problèmes de développement et les problèmes monétaires et financiers du monde, à savoir le FMI et la Banque mondiale, tiennent une réunion par an. L'Égypte souhaite proposer formellement que la réunion